

11
DÉC.
2024

Détenus en Syrie: réunion de la Commission parlementaire des droits de l'homme



Simon Abi Ramia, député de la "Rencontre parlementaire indépendante".

Le député Simon Abi Ramia, membre du bloc de la "Rencontre parlementaire indépendante" et de la Commission parlementaire des droits de l'homme, a exhorté, dimanche, l'État libanais, à travers le Premier ministre sortant, Majib Mikati, à organiser une réunion dans les 48 heures pour aborder la question des détenus incarcérés sous le régime de Bachar el-Assad, renversé dimanche par les rebelles syriens.

Celui-ci a appelé à "la création d'un comité avec la Commission nationale des disparus et les autorités internationales concernées, telles que la Croix-Rouge, pour se rendre en Syrie, consulter les archives des noms et visiter les prisons afin de résoudre de manière définitive le dossier des détenus et des disparus en Syrie".

M. Abi Ramia s'exprimait à l'issue d'une réunion de la Commission parlementaire des droits de l'homme, qui s'est tenue au Parlement, en présence de représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

D'autres associations suivant l'affaire des personnes portées disparues et détenues en Syrie, aux côtés de la commission nationale en charge du même dossier, ainsi que des délégués de l'armée, étaient aussi présents.

M. Abi Ramia a souligné que "l'objectif est de ne plus rester dans le cadre des illusions, mais de traiter ce dossier de manière pratique et opérationnelle, avec une dimension humaine, politique et juridique, afin de le clore définitivement".

"Aujourd'hui, l'heure de la vérité a sonné après des années de souffrance et de douleur pour les familles des disparus et des détenus. Les portes des prisons se sont ouvertes et nous avons désormais la capacité d'accéder aux vérités complètes et irréfutables", a fait valoir M. Abi Ramia.